

Congrès du P.S. Maintenir le cap ne suffit pas

LE Parti socialiste a donc tranché. Contrairement aux pronostics des uns et aux espoirs des autres, il a voulu d'abord écarter le spectre d'un retournement de ses alliances et maintenir le cap sur l'union de la gauche. Nous ne nous en plaindrons pas, même si, à Metz, ce choix a parfois suscité de bien étranges soutiens.

Cette confirmation était sans doute nécessaire. Suffit-elle à répondre aux interrogations nées de la défaite de mars 1978, de l'aggravation de la crise économique et de la politique de Giscard-Barre ? Quelles perspectives ouvre-t-elle face à la division des forces ouvrières ?

Force est de constater que pour la nouvelle équipe dirigeante du P.S. il n'est d'autre voie que celle tracée par l'ex-programme commun de gouvernement, d'autre conception de l'unité que celle qui a prévalu de 1972 à 1977.

Pourtant cette politique n'a pas échoué uniquement parce que le Parti communiste en a décidé ainsi. Elle s'est aussi brisée sur les réalités de la crise de l'économie capitaliste.

Nationalisations, planification, relance de la consommation populaire sont les maîtres-mots des nouveaux maîtres du P.S. Oui, mais lesquelles ? Pour faire quoi ?

On a beaucoup parlé à Metz des rapports entre Plan et marché, pratiquement pas du type de croissance, du modèle de développement susceptibles d'ouvrir une autre voie que celle d'une relance pure et simple de l'accumulation capitaliste.

On a beaucoup évoqué les rapports entre propriété et pouvoir, mais les faibles voix qui parlaient de contrôle ouvrier et populaire n'ont guère été écoutées. L'autogestion était sur toutes les lèvres, mais davantage comme une référence rhétorique que comme une perspective concrète.

D'ailleurs dans ce congrès-spectacle, où tout se passait à la tribune et au sein de conclaves restreints, où les délégués n'étaient conviés qu'à huer ou applaudir les dirigeants, l'autogestion était singulièrement absente.

POURTANT elle est au cœur des aspirations populaires. L'unité ? Oui, mais laquelle ? Comment la reconstruire de telle sorte qu'elle échappe aux calculs des appareils ? Pour F. Mitterrand et ses amis il n'est d'autre unité que celle du P.C. et du P.S. autour d'un contrat de gouvernement. Encore, faudrait-il que l'état-major du P.C. admette l'hégémonie électorale des socialistes. Il n'en prend pas le chemin.

N'est-ce pas précisément cette unité-là qui a volé en éclats en septembre 1977, faute d'être enracinée dans le mouvement populaire ?

Ces questions, nous entendons les poser aux militants socialistes et à leurs dirigeants. Car il ne suffit pas de « maintenir le cap » en attendant les prochaines échéances électorales. Les travailleurs sont las d'attendre que les états-majors veuillent bien se mettre d'accord.

C'est aujourd'hui qu'il faut créer les conditions de la victoire. Et il n'y aura pas de victoire de la gauche sans unité populaire, formée dans les luttes sociales, et soudée autour d'un projet auto-gestionnaire.

Léo GOLDBERG

Lors du grave accident nucléaire de Three Mile Island (Etats-Unis), le Bureau politique du P.S.U. a manifesté une nouvelle fois, son hostilité au choix français du nucléaire.

Suivant attentivement l'évolution de la situation, il a fait paraître dans l'ensemble de la presse, une suite de communiqués, dont voici quelques extraits :

« Depuis longtemps les maîtres d'œuvre du nucléaire se posent la question de la probabilité de tel ou tel accident dans une centrale. Une nouvelle fois la réponse des faits n'est pas celle des statistiques manipulées : oui les accidents sont possibles et même relativement fréquents. »

« ... Les déclarations rassurantes du ministre de l'industrie, M. Giraud, ne sont pas admissibles. Elles ne sauraient masquer la gravité de la situation présente. »

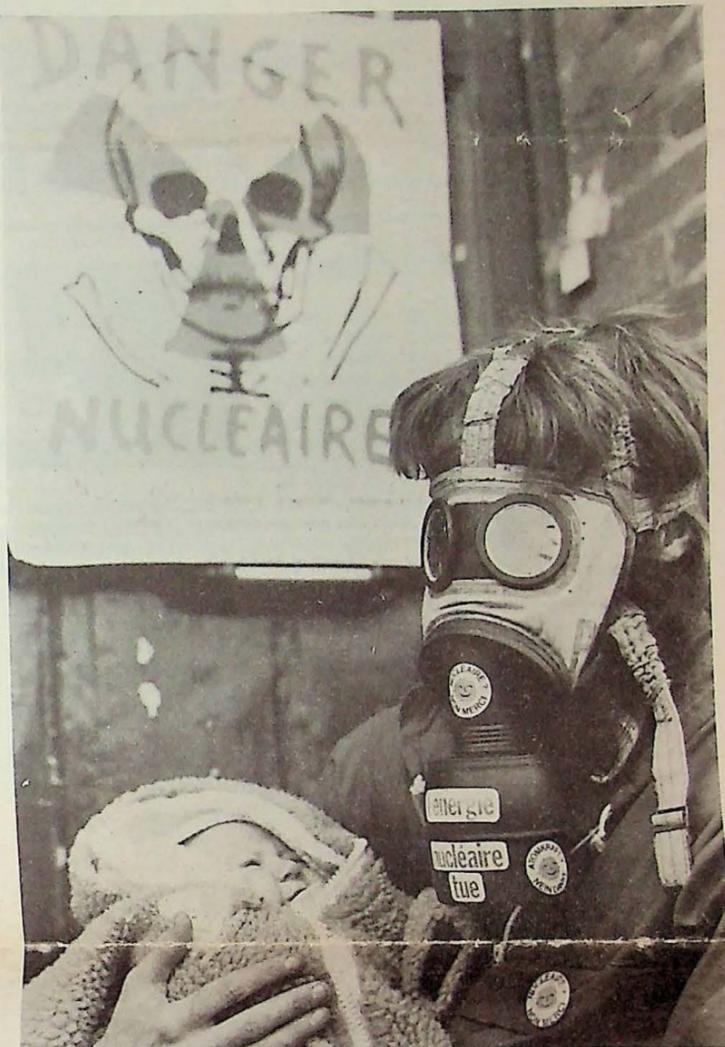
En France, les centrales du même type PWR que celle de Three Mile Island sont en fonctionnement ou en construction. La densité de population de notre pays est particulièrement grande : 500 000 habitants dans un rayon de 20 km autour du site du Pellerin, 350 000 autour de Cattenom, Cuerners, etc.

La politique du gouvernement français de fuite en avant, dans la course du nucléaire, doit donc être stoppée immédiatement. Le P.S.U. demande la révision d'urgence du programme nucléaire français et dans l'immédiat l'arrêt de toute nouvelle mise en chantier de centrales nucléaires... »

« Après avoir rencontré plusieurs partis politiques, syndicats et groupements écologistes, le P.S.U. rappelle sa volonté de renforcer la lutte antinucléaire. Pour cela il propose entre autres :

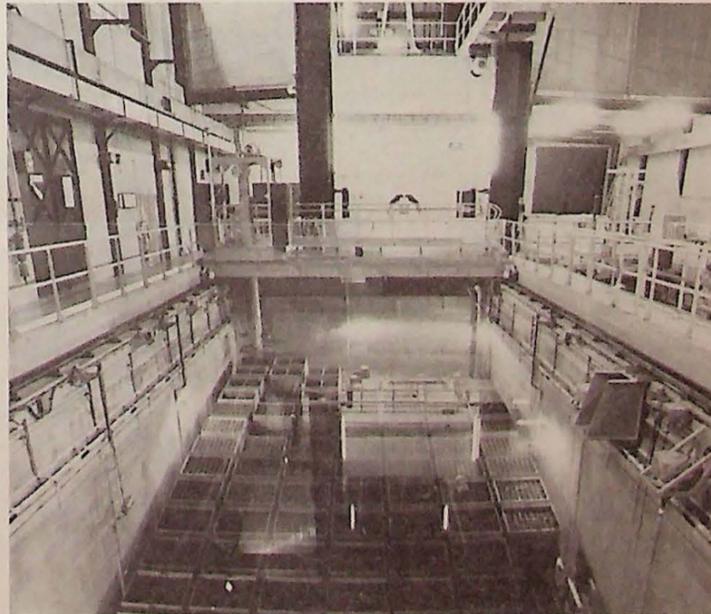
- la multiplication des actions sur les sites de centrales nucléaires et de la Hague ;
 - la poursuite sur une grande échelle de la grève du zèle des factures E.D.F. (refus du prélèvement automatique et paiement en plusieurs chèques) ;
 - la tenue d'Etats Généraux sur le nucléaire rassemblant tous les opposants au programme intensif du gouvernement ;
 - la création rapide d'un collectif national pour l'obtention du moratoire. »
- Pour sa part, Serge Depaquit a déclaré :

« Sans attendre les résultats de l'enquête américaine, le gouvernement français vient d'accélérer la mise en chantier de 9 nouveaux réacteurs du même type que celui qui se trouve à l'origine de l'accident de Three Mile Island. En même temps, la capacité de l'usine de retraitement de La Hague sera notablement élargie. Ces mesures sont extrême-



Damain peut-être...

HALTE à la course au NUCLEAIRE



Des installations sûres ?

ment graves et doivent immédiatement susciter une énergique protestation.

Elles éloignent encore plus notre pays d'une nécessaire diversification de sources d'énergie créant une situation irréversible qui pourrait

s'avérer à terme extrêmement dangereuse pour l'équilibre économique de la France.

Le P.S.U. souhaite la constitution rapide d'un large Comité national d'action contre le programme nucléaire. ■

L'INQUIÉTUDE DES SCIENTIFIQUES

Un accident tel que celui qui vient d'arriver à Three Mile Island, en Pennsylvanie, était prévisible et devait arriver à court terme. Statistiquement, cet accident devait arriver aux U.S.A., pays où le nombre de réacteurs de puissance en marche est le plus élevé (73 réacteurs).

La possibilité d'un tel accident avait été estimée négligeable par le rapport Rasmussen. Or dès 1975, l'Union of Concerned Scientists (Groupe de Scientifiques américains) dénonçait les insuffisances et les incohérences de ce rapport, rapport destiné à rassurer les populations et à permettre la poursuite d'un programme électronucléaire.

Le G.S.I.E.N., reprenant les différents rapports, avait dénoncé le laxisme des promoteurs du nucléaire français qui refusaient, en particulier, d'admettre que les facteurs humains avaient été éliminés au niveau des calculs. Or il est toujours apparu (Browns Ferry aux U.S.A., Saint-Laurent-des-Eaux en France...) que ce facteur était important, non seulement lorsqu'il faut réagir au moment de l'accident, mais aussi lors de la conception (nappes de câbles, y compris ceux des cir-

cuits de secours, passant tous au même endroit à Browns Ferry) et comme source même de l'accident.

Un autre aspect négligé dans l'analyse de Rasmussen et qui apparaît à l'examen de cet accident, est l'enchaînement d'accidents de gravité croissante et de moins en moins contrôlables.

Récemment, la N.R.C., organisme de contrôle américain, indépendant des constructeurs et de l'A.E.C. (Commission pour l'Energie Atomique), a remis en cause les conclusions du rapport Rasmussen, puis a ordonné l'arrêt de 5 réacteurs, dont Beaver Valley, prototype industriel de Fessenheim et de la série des 24 réacteurs de 900 MWe, construits ou en cours de construction en France.

Même si, dans le cas de Three Mile Island, il ne s'agit pas d'un réacteur sous licence Westinghouse, il s'agit de la filière PWR (réacteurs à eau sous pression). La mise en œuvre d'un programme exige la maîtrise absolue de la sécurité et suppose, non pas un lancement brutal d'une grande série (5 par an), mais l'étude complète d'un réacteur

et ce, pendant plusieurs années.

Un accident est, certes, peu probable, mais ses conséquences peuvent être d'une extrême gravité.

Le rapport de l'Institut de Sécurité des Réacteurs de Cologne décrivait un accident type : la fusion totale d'un cœur de réacteur de 900 MWe. Elle dégagerait dans l'environnement une quantité de produits radioactifs telle, qu'à 100 km, le niveau d'irradiation des populations, en tenant compte de celle consécutive à une contamination, pourrait être supérieure à la dose létale, soit 600 rem. Ce rapport a été tourné en dérision par les services officiels français, bien que ses conclusions soient semblables à celles du cours du Génie Atomique du C.E.A.

La situation française est alarmante sur au moins trois points particuliers, à savoir :

● les sites prévus ou existants sont pour la plupart dans des zones à forte population cumulée dans un rayon de 100 km : Fessenheim, Gravelines (Dunkerque et la Belgique), Le Pellerin (Nantes et Saint-Nazaire), Cattenom (Thionville), Creys Malville (Lyon, Genève), Nogent-sur-Seine (Paris)...

● il n'y a pas d'organisme de contrôle indépendant. Il est inadmissible que E.D.F., distributeur d'électricité, essaie d'imposer un mode de production unique, le nucléaire, dont il assure, à la fois, la mise en place et la sûreté, reconduisant les errements du Tout Pétrole. Le C.E.A. n'est plus à même d'assurer un contrôle efficace, par suite de son démantèlement et de la privatisation de pans entiers de secteurs essentiels. Quant au Service Central de Sûreté des Installations Nucléaires, certaines réserves qu'il avait émises à propos des sites du Pellerin et de Cattenom n'ont absolument pas été prises en compte, lors des décisions gouvernementales ;

● il n'y a aucune contre-information admissible. Le Conseil de l'Information sur l'Électronucléaire, présidé par Mme Simone Veil, s'est contenté de ronronner pendant un an et s'est refusé à entendre d'autres voix que les voix officielles.

Groupement de Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire (G.S.I.E.N.) ■

L'ACCIDENT DE PENNSYLVANIE A NOTRE PORTE ?

Le Secrétariat fédéral P.S.U. de la Nièvre a fait paraître dans la presse régionale ce communiqué, destiné à faire prendre conscience à toute la population du formidable danger qui la menace. En même temps, il dénonce, une fois de plus, la collusion criminelle, pouvoirs publics et grande bourgeoisie d'affaires.

L'accident survenu ces jours-ci dans la centrale nucléaire de Three Mile Island aux Etats-Unis suscite, de la part des responsables nationaux, qu'ils soient de droite ou de gauche, qu'ils appartiennent au pouvoir ou à l'opposition, un regain d'intérêt pour les questions concernant l'énergie nucléaire.

Dans sa conférence de presse de dimanche, Raymond Barre n'a d'ailleurs pas manqué d'audace en affirmant qu'un accident de ce genre ne pouvait se produire en France. La filière utilisée dans notre pays, à Fessenheim, à Flamanville, au Pellerin, à Belleville, n'est-elle pas la filière Westinghouse, à refroidissement par eau pressurisée, la même que celle utilisée à Three Mile ?

On prétend que la technologie française présente des conditions de sécurité plus grandes que la technologie américaine, mais il s'agit là d'une affirmation gratuite, les types de centrales étant rigoureusement semblables. Et malgré cela, nous aurons bientôt un modèle plus puissant que celui de Three Mile, à deux pas de chez nous à Belleville, en face de Neuvy-sur-Loire : quatre unités de 1 300 mégawatts, la plus grosse réalisation d'Europe !

Le P.S.U. et nombre d'organisations écologiques et syndicales, rassemblés depuis 18 mois dans le Collectif anti-nucléaire, ne cessent, depuis plus de quatre ans, d'informer la population et les élus, de démontrer que le programme nucléaire est aberrant parce que inutile, cher et dangereux, de rappeler que, malgré toutes les précautions prises par les hommes, un accident est inévitable un jour ou l'autre : la preuve, aujourd'hui à Three Mile.

De plus, un accident de la route, une collision ferroviaire, une catastrophe aérienne, s'ils provoquent de nombreux morts, n'ont que des conséquences limitées, momentanées et localisées. Par contre, une catastrophe nucléaire provoque la contamination de

RÉACTIONS EN CHAÎNE

la population de toute une région et a des répercussions sur les générations futures. Déjà, nos descendants ne devront-ils pas surveiller, pendant des centaines, voire des milliers d'années, les déchets radioactifs produits par les centrales en activité ? C'est insensé !

Cela est tellement grave que les autorités françaises se refusent à communiquer le plan Orsec-Rad (plan de protection contre les radiations ionisantes), car il souligne précisément l'inefficacité des techniques humaines devant ce danger.

Les Allemands, eux, ont publié le plan relatif à la centrale de Fessenheim, en Alsace. C'est un véritable aveu d'impuissance. Que dit-il, en effet ?

Mesures prises sur le terrain en cas de danger :

● 1^{er} degré : « Il est recommandé de s'enfermer à la maison ».

● 2^e degré : « Il est indispensable de s'enfermer à la maison et peut-être d'évacuer ».

● 3^e degré : « Il est indispensable d'évacuer et, en attendant, indispensable de s'enfermer à la maison. Les propriétaires d'automobiles sont priés d'emmener dans la mesure du possible, les voisins âgés ou handicapés, les mères et leurs petits enfants en difficulté. Ceux qui restent attendent le ramassage collectif. Dans les locaux fermés, vous pouvez préparer votre évacuation, en toute sérénité et dans le calme ».

Selon le Docteur Herbet, radiologue à Fribourg : « Si l'on vous demande de vous enfermer, il s'agit purement et simplement d'une condamnation à mort ».

Cela ressemble étrangement aux consignes qui sont données aux militaires, en cas d'attaque nucléaire. Ce plan a été largement diffusé par le Collectif du Val de Loire auprès des populations, à l'occasion des ren-

contres et manifestations. Nous l'avons adressé aux élus du Val de Loire (responsables municipaux, départementaux, nationaux). Plus de 200 lettres ont été expédiées. Deux réponses seulement !

Est-ce de l'inconscience, de l'irresponsabilité ou une recherche inconsidérée du pouvoir ou du profit ?

« Celui qui ne sait pas est un imbécile, mais celui qui sait et qui ne dit rien est un criminel. » (Bertold Brecht).

Secrétariat fédéral P.S.U. de la Nièvre ■

En France, les réacteurs de la filière PWR, construits, en cours de construction ou en projet, sont localisés à Chooz sur la Meuse (divergence en octobre 1966 et ayant connu un très grave accident) ; Fessenheim 1 (divergence en avril 77) et Fessenheim 2 (divergence en juillet 77) ; Bugey 2 (78), Bugey 3, 4 et 5 (79) ; Chinon B1 et B2 (82) + B3 et B4 ; Saint-Laurent-des-Eaux B1 et B2 (81) ; Dampierre 1 et 2 (80), 3 et 4 (81) ; Tricastin 1 (79), 2 et 3 (80), 4 (81) ; Paluel 1 et 2 (83), 3 et 4 (84) ; Gravelines 1 (79), 2 et 3 (80), 4 (81) ; Le Blayais 1 et 2 (81), 3 (82), 4 (83), Cruas 1 et 2 (83), 3 et 4 (84), Flamanville 1 (85) et 2 (86) ; Cattenom 1 (85) et 2 (86), 3 et 4 ; Saint-Alban 1 (84) et 2 (85).

Liste communiquée par :

L'ASSOCIATION POUR LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS (A.P.R.I.)

EN SEINE-ET-MARNE

Le jeudi 29 mars, une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique concernant la centrale de Nogent-sur-Seine prenait fin. La veille, un incident survenu dans une centrale nucléaire en Pennsylvanie (U.S.A.) allait très vite évoluer vers la catastrophe. La population locale ne commencera à être avertie que trois heures plus tard.

Nous ne pourrions plus jamais faire confiance à nos instances dirigeantes et à E.D.F. quand ils osent encore affirmer : « Cela ne peut pas se produire en France ».

De même qu'il ment sur la sécurité, le pouvoir ment sur l'obligation du recours au nucléaire. Mais ce choix « tout nucléaire » réaffirmé, c'est aussi la possibilité d'édifier des installations industrielles gigantesques qui tuent les travailleurs, c'est la centralisation qui étouffe l'initiative, c'est l'apparition de risques énormes qui justifie l'encadrement policier de la population, c'est la dissémination des armements nucléaires dans le monde.

Pour toutes ces raisons, chacun d'entre nous doit exiger l'arrêt de toute construction nucléaire pendant plusieurs années (moratoire). Une partie des sommes économisées sera investie dans la recherche et le développement des énergies renouvelables et dans la recherche de procédés industriels économes en énergie.

Un vrai débat régional et national sera engagé puis conclu à la fin du moratoire par des consultations populaires.

En Seine-et-Marne, nous sommes directement concernés par l'implantation d'une centrale nucléaire à Nogent, du même type que celle de Three Mile.

Aussi, devant l'irresponsabilité aveugle du gouvernement, nous demandons instamment et dans les délais les plus brefs : au Conseil Général de Seine-et-Marne de prendre position contre la construction de cette centrale.

Le 6 avril 1979
Amis de la Terre
Union Départementale C.F.D.T.
P.S.U. Section de Fontainebleau-Avon ■

L'action anti-nucléaire marque le pas. Pourquoi ? Quelles conclusions pour sa stratégie devons-nous tirer, en quoi devons-nous la modifier ? Après le tournant de mars 78, la perspective n'est-elle pas celle d'un dépérissement du programme nucléaire plutôt que celle d'un moratoire ? Quelles conséquences en tirer pour la reprise des actions ?

La filière des surgénérateurs (Malville) n'occupe peut-être plus la même importance dans l'esprit de la technocratie d'E.D.F. (difficultés techniques, les ressources en uranium sont, semble-t-il, plus riches que prévues, contradictions entre grandes puissances pour le contrôle du nucléaire militaire, etc.).

Quelle conclusion tirer ? Par exemple, la question des déchets ne devient-elle pas, dans ces conditions, déterminante ?

Comment agir sur le problème de retraitement concernant La Hague, mais aussi les villes traversées par les transports de déchets radioactifs, les contrats avec l'étranger, etc. ?

Face à l'intransigeance du gouvernement — on la constate aujourd'hui à propos de l'emploi — comment stopper l'implantation de nouvelles centrales ? Quelle action sur les sites, avec quelles chances de succès ?

Pourquoi le mouvement anti-nucléaire est-il essentiellement axé sur le nucléaire civil et pratiquement silencieux sur le militaire ? Problème de perspective ? Difficulté de s'attaquer directement à l'Etat, plutôt qu'à son agent E.D.F. ?

Le gouvernement lie de plus en plus son programme nucléaire à un véritable chantage à l'emploi (dans les régions en crise, notamment la Lorraine, le Nord, la Bretagne). Qu'en est-il en réalité ? Comment riposter ? Quel rapport le mouvement anti-nucléaire doit-il entretenir avec la lutte de classes, les syndicats, etc. ?

Le gouvernement présente le nucléaire comme une des pièces maîtresses de ses projets de restructuration industrielle. Dans

On trouvera ci-dessous les questions rédigées par le collectif de la Convergence pour l'autogestion en vue de la rencontre des 12 et 13 mai. Celles-ci sont toujours d'actualité bien qu'ayant été rédigées avant l'accident d'Harrisburg. Cependant, celui-ci introduit un élément déterminant qui doit aujourd'hui être pris en compte : la démonstration est maintenant faite qu'un accident est possible, y compris le plus grave, c'est-à-dire la fusion du cœur d'une centrale. Le gouvernement et ses technocrates sont sur la défensive, dans une position morale inconfortable, même s'ils tiennent à confirmer leur choix de politique énergétique. Aussi le mouvement d'opposition va-t-il très certainement s'étendre, posant par là-même de nouvelles questions :

● sur quelles bases unifier, après Harrisburg, les forces qui s'opposent au programme nucléaire ?

● comment répondre à l'argument du pouvoir : le nucléaire ou la régression ?

● par quelles initiatives dynamiser le mouvement, par exemple sur les sites qui doivent prochainement « diverger » ?

De tout ceci nous débattons les 12 et 13 mai, la rencontre prenant aujourd'hui une nouvelle dimension.

S.D., membre du collectif de la Convergence. ■

le plan d'occupation des « créneaux » à l'exportation, le nucléaire devrait occuper une place de choix. Qu'en est-il en réalité (ex. : les centrales iraniennes) ? Quels liens avec le nucléaire militaire ? Rôle des U.S.A. ?

Qu'en est-il de la réalité de la crise de l'énergie des coûts comparés, des risques de pénurie, etc. ? Quel est le coût du nucléaire ? Pourquoi les gouvernements occidentaux ont-ils caché pendant des années l'existence de nouvelles ressources en pétrole (ex. le Mexique) ?

Quelle est l'influence de l'exportation du

nucléaire par les pays industrialisés sur les modes de développement du tiers-monde ?

Le développement de propositions alternatives au nucléaire est-il un facteur déterminant de la mobilisation ? Celles-ci ne doivent-elles pas se concrétiser au plan local ou régional (par ex. plans alter-régionaux). Quelles expérimentations peut-on développer dans le secteur des énergies alternatives (mairies coopératives, maisons de jeunes, etc.) ?

Ces énergies nouvelles sont-elles créatrices d'emploi ? Entraîneront-elles un autre ty-

pe de développement et de nouveaux rapports sociaux ?

Programme de la rencontre. — Elle se tiendra à l'U.C.J.G. 14, rue de Trévise, 75009 Paris — Métro : Montmartre ou Cadet — et débutera le SAMEDI 12 MAI à 14 heures.

Le plan de déroulement sera le suivant :

I. - Où en est le mouvement anti-nucléaire ?

Ce débat sera ouvert par une série de brèves interventions de représentants des collectifs menant une action spécifique par exemple, autour d'un site, d'une initiative originale sur le retraitement, etc...

II. - Nucléaire et emploi.

III. - Problèmes économiques du nucléaire.

IV. - Les alternatives.

V. - Nucléaire et tiers monde.

VI. - Retombées militaires du nucléaire civil.

La discussion sur chacun des cinq points sera introduite par l'intervention de militants ou d'invités directement concernés et bien informés sur le sujet abordé.

Mais la réflexion sur le fond devra, dans la mesure du possible, déboucher sur des propositions concrètes. La séance de clôture de la rencontre sera donc consacrée à la discussion des objectifs, propositions et initiatives.

Les frais d'inscription et de participation sont de 25 F à envoyer immédiatement avec le bulletin ci-joint (pas d'autres frais). Vous recevrez en retour toutes les indications pratiques relatives à la préparation et à l'organisation de la rencontre.

Bulletin d'inscription à renvoyer à :
Convergence pour l'Autogestion - B.P. 89 - 75722 PARIS CEDEX 15.

NOM :

PRENOM :

ADRESSE (très lisible) :

Verse 25 F par C.B. C.C.P. à l'ordre de Jean RUEL C.C.P. 6974 36 N PARIS.

Le printemps chaud de la Fac à Marseille

Étudiants, lycéens, collégiens, enseignants, tous unis.

Le Bureau fédéral du Parti Socialiste Unifié des Bouches-du-Rhône, tient à assurer de sa solidarité, les lycéens, parents d'élèves, enseignants, dans la lutte qu'ils mènent actuellement contre la politique de redéploiement mise en place par Beullac avec, comme toile de fond, le chômage.

Il dénonce les provocations policières particulièrement notables durant la journée du 20 mars le matin, ainsi que les interpellations arbitraires d'étudiants, lycéens et collégiens, opérées ces jours derniers. Il insiste sur la nécessité d'une unité de toutes les organisations parties prenantes, sans exclusive, le mouvement lycéen et collégien devant être accepté avec les particularités qui lui sont propres. Il dénonce les attaques de caractère personnel menées contre un militant du S.G.E.N., dans le cadre d'une polémique intersyndicale qui a engendré la confusion et occulté les responsabilités du pouvoir...

Il note que la fermeture des grilles de la faculté Saint-Charles, qui a eu lieu le 22 mars, justifiée officiellement par le (légitime) problème de certains personnels techniques et de service et par des inquiétudes sur d'hypothétiques provocations, n'a en rien résolu le problème politique. On ne peut en particulier accepter le refus d'une discussion sur la proposition d'ouverture des grilles, avec mise en place d'un service d'ordre « enseignants - personnels - étudiants ».

Il observe que les événements graves qui se sont produits sont dus à l'absence actuellement sur Marseille, de local aisément disponible (et gratuit) mis à la disposition des organisations et entreprises en lutte. Il demande à ses militants de tous les secteurs concernés d'apporter leur aide à ce combat de la jeunesse, que certains voudraient marginaliser.

Bureau Fédéral du PSU des Bouches-du-Rhône ■

Un sport «différent»

La police réprime sauvagement une manifestation d'opposition aux journées «Sport-armée jeunesse».

A Creil, comme dans de nombreuses villes de France, l'armée a organisé du 26 au 31 mars une série de manifestations de propagande sur le thème « sport armée jeunesse ».

La dernière de ces journées connaîtra un retentissement inattendu des co-organisateurs — la municipalité (union de la gauche) et la base aérienne de Creil — le retentissement du scandale. A 14 h 30, le 31 mars, une manifestation d'opposition aux journées « sport armée jeunesse » démarrait de la Bourse du Travail. Le PSU, le SNI, l'École émancipée, le Comité antimilitariste, l'IUB CFDT, le MJS... appelaient à cette manifestation pour dénoncer la campagne de propagande éhontée de l'armée (n'oublions pas que les standards de Kolwézi sont partis de la base aérienne de Creil).

Arrivés aux abords de la gare, les manifestants se voyaient opposer un cordon de policiers, le commissaire expliquant qu'il ne fallait pas troubler la circulation. Il était d'accord pour que le cortège continue sa marche, mais seulement sur les trottoirs et en respectant les feux,

Les pavillons de complaisance et leurs méthodes

Dans la soirée du dimanche 25 mars, au port de Boulogne-sur-Mer, un groupe de 35 « mercenaires » venant de Belgique (le car les transportant étant d'Anvers), a voulu débarquer de force l'équipage du navire « Global Med ».

Devant la résistance des marins en grève, associée à celle de militants C.F.D.T., ce commando a dû abandonner les lieux.

Le « Global Med » est un navire de commerce de 12 000 tonnes de port en lourd, appartenant à un armateur grec, armé sous pavillon libérien. Son équipage est composé exclusivement de marins indiens. Le salaire pour un matelot n'atteint pas 500 F mensuels, pour une durée de travail journalier de 10 et même 11 heures. Certains matelots sont à bord depuis 10 mois.

Depuis le 6 mars, l'équipage est en grève. Les marins demandent l'application des barèmes de salaires de l'I.T.F. (Fédération internationale des ouvriers du transport) dont le siège est à Londres. Ces barèmes, qui sont un minimum, prévoient un solde de 2 000 F mensuels pour un matelot.

Pour cette grève, les marins indiens ont reçu, à leur demande, le soutien de la C.F.D.T., et l'I.T.F. a donné mandat à la Fédération générale des transports et de l'équipement C.F.D.T. (F.G.T.E. - C.F.D.T.) pour la représenter dans ce conflit.

C'est la deuxième affaire de ce genre. Un commando étranger avait, lui aussi, occupé il y a 18 mois, par la force, le « Glotik Venus », navire sous pavillon de complaisance dont l'équipage faisait grève au Havre pour obtenir des conditions de vie simplement humaines.

Le silence persistant du gouvernement français devant ce grave événement survenu à Boulogne-sur-Mer pourrait laisser penser qu'il est d'accord avec la politique des pays pratiquant la navigation sous pavillon de complaisance avec toutes ses conséquences :

- exploitation des marins du tiers-monde ;
- mépris des règles de sécurité ;
- concurrence déloyale à l'égard des autres nations maritimes ;
- profits scandaleux.

Jusqu'au Centre culturel et au jardin public, où l'armée s'appretait à faire évoluer ses chiens de guerre. Une première échauffourée avait déjà lieu entre un policier et deux manifestants.

En arrivant au Centre culturel, nouveau cordon policier. Les manifestants crient des slogans comme : « Non à l'armée briseuse de grèves », « Boycott des journées sport armée jeunesse », etc.

Ils forment un cercle devant le cordon autour d'un accordéoniste. On chantait, l'atmosphère était à la joie. La manifestation allait-elle en rester là ? Non. Il était près de 16 heures quand les manifestants s'installent au milieu de la rue principale de Creil. La circulation est bloquée et la police ne fait rien pour la dévier. Rien de plus facile pourtant : quoiqu'en puisse dire le commissaire de police pour se donner un alibi (des ordres précis venant de la sous-préfecture, a-t-il dit), la circulation n'a été coupée que parce qu'il l'a bien voulu : il lui suffisait de canaliser une file par la rue Charles-Auguste Duquet et, l'autre par le parking du Centre culturel.

Mais, lui et ses hommes avaient une besogne plus gratifiante : avec une violence inouïe, les policiers de Creil fonçaient sur les manifestants assis (une cinquantaine). Ils en coinçaient quelques-uns dans une cour intérieure et les frappaient sauvagement. Un policier matraquait haineusement une manifestante d'une cinquantaine d'années. La police interpellait 3 manifestants qu'elle relâchait 2 heures plus tard. La police se sera montrée, ce samedi soir, la brillante interprète de la conception du sport en vigueur à l'armée. Ça sert d'être musclé, et c'est encore mieux avec une matraque ou un fusil, pour anéantir la liberté d'expression !

La Section PSU de Creil ■

La Franche-Comté refuse le massacre de son territoire

A plusieurs reprises, le P.S.U. a marqué son opposition au projet de construction du grand canal reliant le Rhône au Rhin. TS s'en est fait l'écho. Une nouvelle manifestation anti-canal, regroupant 2 à 300 personnes, s'est déroulée le 1^{er} avril à la sortie de Dôle (Jura), sur la R.N. 73. Naturellement le P.S.U. était présent.

C'est un nouveau succès pour les opposants au grand canal qui ont trouvé l'occasion de remobiliser leurs troupes. Après un rassemblement au lieu-dit la Grange d'Ebes, les participants ont effectué une marche sur la R.N. 73 durant environ un kilomètre. En raison de la grande circulation, ils ont emprunté les bas-côtés de la route et se sont retrouvés dans un champ où a été planté un panneau géant sur lequel on pouvait lire : « Un grand canal, jamais ! ». Ce panneau très visible de la R.N. 73 informera les automobilistes de passage.

Il a été inauguré symboliquement, en le découvrant. Puis on entendit les « discours ». L'association a tout

d'abord rappelé sa position vis-à-vis du projet. Pour elle, c'est une aberration écologique, à laquelle s'ajoutent les risques de rupture de barrages.

C'est aussi une erreur économique et de citer l'exemple actuel de la Lorraine, touchée par la crise, malgré la canalisation de la Moselle. C'est également un non-sens sur le plan agricole, compte tenu de la perte importante de surface cultivable.

L'association a manifesté à nouveau son refus de toutes les expropriations, puis a annoncé que la constitution d'un groupement foncier agricole était à l'étude.

M. Menegon, maire de La Barre a rappelé que 42 communes, dont 14 du Jura, ain-

si que diverses associations ou syndicats (pour le Jura : le P.S.U., l'U.L.-C.F.D.T., le C.D.J.A., la F.D.S.E.A., le M.R.J.C., l'Association de défense de l'école en milieu rural) avaient déposé un recours en Conseil d'Etat. Mais il a précisé que ce recours n'était pas la seule solution pour arrêter le projet.

Avant l'intervention d'un paysan directement touché par le projet, puis d'un jeune jurassien, le responsable du C.D.J.A. devait mettre l'accent sur les conséquences du canal pour l'agriculture et rappeler l'hostilité de son mouvement à ce projet. Il va demander à la S.A.F.E.R. la rétrocession des terres déjà expropriées. Cette rétrocession est un élément important de la lutte actuellement menée sur le terrain.

Puis, la manifestation contestataire s'est poursuivie dans la bonne humeur autour d'une buvette dressée en plein champ près du panneau anti-canal.

A suivre... ■

ELECTIONS MUNICIPALES A MONTECH

En mars 1977, la gauche devenait majoritaire à Montech (Tarn et Garonne), 2 586 habitants, avec à sa tête le conseiller général P.S. Las, le nouveau maire s'est révélé à l'usage un aventurier politique et un gestionnaire autocrate, faisant l'unanimité des 20 conseillers municipaux contre lui et provoquant la dissolution du conseil municipal en janvier 1979.

La gauche a pris un nouveau départ en constituant une liste unitaire (3 P.S.U., 6 P.C., 7 P.S. et 5 non-inscrits dont la tête de liste). Son pro-

gramme a été profondément renoué sur les propositions de la section du P.S.U. (1). Sur les 4 femmes de la liste, 2 étaient présentées par le P.S.U. dont Liliane Demont, deuxième adjointe sortante.

Au second tour, cette liste a obtenu le 4 mars une moyenne de 35 % des voix malgré le maintien de la liste du maire sortant (25 %) qui fit passer la droite (battue en 1977) à la majorité relative.

A suivre... ■

DES LUTTES POUR VIVRE TOUT SIMPLEMENT

● IMPRIMERIE DE L'EST-BESANÇON

L'Imprimerie de l'Est à Besançon-Thise est la seule imprimerie de la région, spécialisée dans l'impression de périodiques sur rotative offset.

Sa direction, téléguidée par la banque GADIC de Paris, envisage de licencier 70 % du personnel, sous prétexte de restructuration.

Un plan de démantèlement (photocopies et bandes magnétiques) découvert par le personnel a été conçu en novembre 1978, soit trois mois avant leur venue à la tête de l'entreprise, par les « promoteurs » mêmes de ce plan.

Pleinement conscient de cette machination, le personnel de l'imprimerie s'est mis en grève depuis le 1^{er} février, tout en proposant plusieurs

protocoles d'accord, tous rejetés par la direction qui n'a pour objectif que de licencier la main d'œuvre sans indemnités, et décourager la clientèle par des hausses prohibitives.

Apportez votre soutien moral et financier aux victimes de ce conflit pour permettre aux travailleurs en grève de poursuivre leur lutte.

Souscription ouverte au C.C.P. U.L. C.F.D.T., C.C.P. Dijon 1846 38 G (mention Imprimerie de l'Est).

Section Syndicale CFDT - Imprimerie de l'Est ■

● DES ORAGES A LA METEO...

Du 29 mars au 3 avril, le personnel de la météorologie nationale a mené une série de grèves, largement suivies, pour la défense de son emploi.

Cette série d'actions a pu notamment montrer le grave contentieux qui existe dans la fonction publique ; elle a aussi permis la mobilisation du personnel de la météorologie sur les principaux points suivants :

— refus de la campagne de dénigrement de la fonction publique et des opérations de démantèlement : le pouvoir cherche à recruter, à payer et à licencier comme il veut, avec pour but de bien tenir en main l'appareil d'Etat et de lui faire exécuter sa politique anti-sociale ;

— refus de la dégradation des conditions de vie et de travail ;

— exigence du maintien réel du pouvoir d'achat : minimum de rémunération à 2 800 F net (avec 400 F d'augmentation pour tous dans l'immédiat), remise en

ordre des rémunérations ;

- réduction du temps de travail à 35 heures ;
- refus de la remise en cause des garanties statutaires ;

— défense des droits et libertés syndicales.

« Il est inadmissible que le secteur public reste un large foyer de bas salaires, dont sont victimes notamment les femmes ; que près de 800 000 non-titulaires soient privés de garanties d'emploi, de rémunération et de carrière ; que la politique croissante de compression des crédits se solde par le manque d'effectifs, le blocage des recrutements et des promotions. »

C'est pour cela que les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. avaient appelé à une journée d'action le 29 mars 79. Cette action, menée en commun avec de nombreux agents de

l'Etat, s'est poursuivie à la Météo par des grèves de nuit, et a culminé le 3 avril par une grève de l'ensemble des personnels, avec manifestations en direction des chefs de régions et du Ministre des Transports pour la région parisienne.

A cette occasion, une délégation a remis au ministre un cahier revendicatif comprenant, outre les points cités ci-dessus : l'augmentation des effectifs et la retraite à 55 ans pour les agents du service actif.

Une action de ce type est tout à fait exceptionnelle de ce service public. La dernière remonte au 14 avril 1976, journée au cours de laquelle le personnel des services centraux parisiens avait montré son refus d'être transféré à Toulouse. ■

● ORLY-OUEST, RESTAURATION STOPPEE

Le personnel des bars et restaurants d'Orly-Ouest (Société Air-Maxim's) a déclenché une grève d'avertissement les 29 et 30 mars avec, comme point fort, la fermeture totale des établissements touchés, le vendredi 30 mars.

Revendications du personnel :

- paiement des jours fériés ;
- salaire minimum à 2 700 F ;
- cinq semaines de congés payés ;
- prime d'ancienneté.

La direction refusant d'accéder, même en partie et pour l'instant, aux revendications formulées n'acceptant même pas une négociation sérieuse, le mouvement risque fort de reprendre dans les jours à venir. ■

CALENDRIER POLITIQUE

REUNION PRESSE

● **Vendredi 13 avril (Le Mans)** : Une presse pour une gauche différente, autogestionnaire pas autosatisfaite. Des organes nouveaux existent-ils ? Qu'en pensons-nous ? Que souhaitons-nous qu'ils deviennent ? La fédération PSU de la Sarthe organise une réunion presse. Au programme un échange sur **PSU - Autogestion 72**, (un numéro spécial emploi sera sorti), puis un débat sur la presse du PSU **TS-Hebdo** et **TS-Mensuel**, enfin sur **Main tenant**. A 20 h 30, 19, rue Larocche au Mans.

MIME POUR LES VACANCES

● **Du 13 au 18 avril (Paris 1^{er})** : L'Atelier Théâtre Mime organise pendant les vacances scolaires de Pâques, un stage de théâtre : « La mise en scène ». Pour l'inscription et renseignements, écrivez ou téléphonez : Atelier Théâtre Mime, 10, rue St-Germain l'Auxerrois, tél. 233-90-88 ou 580-48-35.

MEETING A LOUVIERS

● **Samedi 14 avril (Louviers)** : Dans le cadre de la semaine sur l'histoire du mouvement ouvrier, organisée par la ville de Louviers vous êtes conviés à un meeting avec Charles Piaquet et Régine Gilmann et une délégation des travailleurs de Lip. A la salle des fêtes de Louviers.

UN COMITE CONTRE UNE LOI

● **Jeudi 19 avril (Montreuil)** : La loi Veil arrive bientôt à échéance. Elle sera rediscutée lors de la session parlementaire d'automne 79. Pour éviter un retour en arrière, obtenir une loi garantissant le droit des femmes à avorter sans restrictions et dans de meilleures conditions le comité avortement - contraception - sexualité de Montreuil se mobilise et organise une réunion à 18 h à la Bourse du travail, Esplanade Benoit Frachon, m^e Mairie de Montreuil.

AUTREMENT

● **Samedi 21 avril (Versailles)** : « Vivre l'école autrement ». C'est sur ce thème que le Centre Huit organise un séminaire en trois parties : le 21, de 14 h à 17 h : approche de la pédagogie Freinet avec M. Cadiou. Au Centre Huit, 8, rue porte de buc, Versailles. 950-42-49.

TRAVAILLER, COMMENT ?

● **Samedi 21 avril (Paris 15^e)** : le secteur Femmes et le secteur Entreprise du PSU organisent un débat régional, ouvert aux sympathisants et militants, axé sur l'emploi dans le tertiaire. A l'ordre du jour : les nouvelles formes d'organisation du travail ; la « révolution informatique » ; quelles réponses apporter à tous ces problèmes. La présence de représentants des deux secteurs concernés est vivement souhaitée. De 14 à 18 h au 9, rue Borromée, 75015, M^e Volontaires. Ce débat était initialement prévu le 7 avril, apparemment il y a eu changement ! (NLDR).

SECTEUR AGRICOLE

● **Samedi 21 et dimanche 22 avril (Clermont-Ferrand)** : réunion nationale du secteur agricole sur le thème « Les disparités en agriculture et les zones de montagne ». Du samedi 21 à 15 h au dimanche après-midi 17 h. Lieu : village de vacances de V.A.L. Parent, 63270, Vic-le-Comte, à 25 km de Clermont-Ferrand (préciser heure d'arrivée et nombre de personnes à la gare). Hébergement : 55 F par personne pour 1 petit déjeuner, 2 repas, la nuit en chambre à plusieurs, les salles de réunion. Le samedi soir : film et débat. Dimanche : synthèse des travaux ; à 11 h : conférence de presse ; l'après-midi : **Germinal** n° 17 et l'activité du secteur agricole. Demander les billets de congrès, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

G.A.M.

● **Samedi 21 et dimanche 22 avril (Chatenay-Malabry)** : 16^e rencontre des Groupes d'action municipale à partir de 9 h 30 à la mairie de Chatenay-Malabry. Renseignements : G.A.M., 16, rue Anatole France, 92290 Puteaux, 775-11-85.

FEROCEMENT VOTRE

● **Lundi 23 avril (Vincennes)** : le groupe étudiants-enseignants PSU de Vincennes lutte « férocement » contre le déménagement de Vincennes. Il vous invite à sa prochaine réunion à 16 h, bâtiment H, salle 224 pour la défense de Vincennes. Cette réunion se répètera tous les 15 jours, au même endroit.

A LA BOURSE

● **Mardi 24 avril (La Roche-sur-Yon)** : meeting avec Olivier Vial du M.A.N. (Mouvement pour une action non-violente), sur le thème « Contre la militarisation, organisons la résistance ». A 20 h 30, à la Bourse du Travail.

AL PAIS

● **Jeudi 26 avril (Paris 9^e)** : meeting occitan organisé par Volem Viure Al País et la participation de Lutte Occitane sur le thème « Situation politique et culturelle de l'Occitanie », à la veille des élections européennes. Avec la participation de Jean-Pierre Chabrol, P. Lafont, P. Maclouf. A 20 h 30, à la salle des Agriculteurs, 8, rue d'Athènes, M^e Saint-Lazare.

AUTOGESTION A ANTONY ?

● **Jeudi 26 avril (Antony)** : 6 heures pour l'autogestion organisées par la section PSU d'Antony. Que pourrait signifier l'autogestion dans la vie d'une cité comme Antony. Vous êtes invités à venir en débattre à partir de 18 heures au théâtre Firmin Gémier. Le film **La Ville à prendre** sera projeté ; nombreux débats sur : cadre de vie, vie associative, santé. Il y aura également un buffet.

FESTIVAL EN BRETAGNE

● **28, 29 et 30 avril (Plœuc-sur-lie)** : le foyer des jeunes de Plœuc-sur-lie (22), organise un festival du cinéma po-

litique. Au cours de ces trois journées seront diffusés des films hors-circuits, relevant d'un cinéma d'intervention politique. Pour des raisons d'ordre pratique (capacité de structures d'accueil), le foyer des jeunes souhaite connaître le nombre de « spectateurs » et participants très, très vite. Ecrivez au Foyer des jeunes, B.P. 15, 22150, Plœuc-sur-lie ou téléphonez pour vous renseigner, au 42-15-21 ou au 61-47-79, avant faites le (96).

IL EN RESTE

● Il en reste encore des numéros de **Luttes** de janvier-février (n° 19-20), 44 p., 6 F. Au sommaire : 4 pages sur les problèmes que rencontrent dans le quotidien les femmes ; 6 pages sur la sidérurgie ; 8 pages d'échos des boîtes ; des articles sur les contrôles patronaux des arrêts de travail, sur le débat sur la durée du travail... et puis un dossier (presque complet) sur le 40^e congrès de la C.G.T. Lire **Luttes** c'est bien, s'abonner c'est mieux : C.N.E., 9, rue Borromée, 75015, Paris, chèque postal ou bancaire : 30 F, sans bénéficiaire.

RENSEIGNEMENTS POUR LES CHOMEURS

● Les chômeuses et chômeurs du PSU souhaiteraient vivement que chaque camarade du parti enquête sur son lieu de travail et fasse

part au secrétariat politique, des possibilités d'embauche, des conditions à remplir, démarches, etc. idem pour les concours. Adresser toutes informations à la C.N.E., 9, rue Borromée, 75015 Paris. Vous renforcerez ainsi vos sections d'entreprises ! ■

LES DROITS DU PEUPLE PALESTINIEN

L'Association France-Palestine se propose d'élargir le soutien au peuple palestinien en France, pour faire reconnaître effectivement ses droits nationaux inaliénables. Elle est placée sous la présidence collégiale de Claude Bourdet, Maurice Buttin, Marcel - Francis Kahn, Paul Millez, Louis Odru et Louis Terrenoire. Le Bureau Politique du P.S.U. a mandaté les camarades Granier et Ravenel pour représenter le parti.

Pour tous renseignements, écrire à l'Association France - Palestine, B.P. 184-04, 75160 Paris Cedex 04 (adhésion : 20 F, cotisation de soutien : 50 à 500 F).

La participation aux travaux de l'association peut prendre de multiples formes : organisation de sections locales, de manifestations politico-culturelles, diffusion d'informations écrites, participation aux commissions : droits de l'homme, culture, mass-media, solidarité, etc.

Faites connaître l'Association ! ■

TRIBUNE socialiste

MENSUEL DE L'AUTOGESTION

36 pages, 5 F (4 F pour les sections)

EST PARU DEPUIS LE 5 AVRIL

Les responsables ou les trésoriers de sections qui n'ont pas passé commande doivent le faire de toute urgence.

Sommaire

Dossier : L'Europe.

Social : L'unité nécessaire.

Transport : la S.N.C.F. « libérée ».

Rotiers : La prime et le salaire.

Proche-Orient : La paix américaine.

« T.S. » MENSUEL
BULLETIN DE COMMANDE
N° D'AVRIL

Nom : Prénom :
Section :
Adresse :
Ville : Code postal :
Nombre de « T.S. Mensuel » demandé :
Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
à l'ordre de Tribune socialiste ou C.C.P. 5826-65 Paris.
(1) Cocher la case correspondante.

CONTINUONS A AIDER TS-MENSUEL

Vous êtes nombreux à nous avoir envoyé des adresses de personnes ou groupes susceptibles de s'abonner au T.S. mensuel. Nous vous en remercions, ce sont vraiment des adresses intéressantes. Alors, vite, ceux qui n'ont encore rien envoyé, dépêchez-vous ! Si vous désirez voir vos adresses bénéficier d'une proposition d'abonnement à 45 F, il ne vous reste plus que quelques jours. Merci pour eux.

La Trésorerie de T.S. ■

tribune socialiste HEBDO

HEBDOMADAIRE DU P.S.U.

Direction politique : Léo Goldberg

Secrétariat de rédaction : Renée Bourgeois-Damien

Secrétariat-Documentation : Marie-Françoise Chailleux

Maquette et collaboration technique : Max Pagis

Rédaction : tél. 566-45-64 et 566-45-37 poste 37

Directeur de la publication : Victor Leduc

Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique », 9, rue Borromée, 75015 Paris

Numéro de la commission paritaire : 37 392

Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05

Changement d'adresse :

Joindre la bande d'un des derniers envois

et 3 F en timbres poste.

bulletin d'abonnement

couplé (TS-hebdo et mensuel)

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

Nom Prénom

Adresse

Profession

Code postal Ville

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1),

à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

L'ETE GREC

Partez en avion : de Lyon ou de Paris
Partez en voiture, la voiture sur le bateau...
Choisissez le Péloponèse ou les îles
Faites un circuit classique ou un séjour relax
Ou voyagez à votre guise : nous vous vendons un vol et quelques prestations minimum (hôtel à l'arrivée)
A.R.V.E.L. propose toutes les solutions pour un été grec
Et toujours à des prix Arvéliens.

ET AUSSI le Portugal, l'Autriche, la Yougoslavie,
l'Algérie, la Turquie, le Mexique,
le Pérou... la Savoie !

Demandez le programme d'été



ARVEL

12 A, boulevard des Brotteaux

69006 LYON

Tél. : (78) 52-56-48

Nom Prénom
Adresse